

Ce rapport a été produit par OCHA Bunia en collaboration avec les partenaires humanitaires. Il est publié par OCHA et couvre la période du 05 au 12 novembre 2019.

FAITS SAILLANTS

- **Plus de 28 000 personnes sinistrées par les inondations dans les provinces du Haut-Uélé et de la Tshopo.**
- **Ecoles occupées, enfants privés d'école.**



Un village inondé dans la Zone de santé d'Opala en début 2019. © Mercy Corps (Photo d'archive)

structures sanitaires, scolaires, des ouvrages hydrauliques, dévasté des hectares de cultures, entre autres, dans les territoires de Dungu et Niangara.

Dans un tout autre chapitre, l'insécurité entrave toujours le bon déroulement de la riposte contre la Maladie à virus Ebola dans le Territoire de Mambasa en Ituri. L'ouverture du centre de santé de Lwemba, prévue le 09 novembre, n'a pas pu avoir lieu. Les nouveaux infirmiers affectés auraient refusé d'y aller craignant pour leur sécurité. Depuis le mois de septembre, on compte 15 incidents contre les équipes humanitaires engagées dans la riposte dont 12 contre les ONG et trois contre les agences onusiennes.

Le rapport du sous cluster protection de l'enfance d'octobre dresse un tableau sombre des infrastructures dédiées aux enfants dans la Province de l'Ituri. Selon ce rapport, 13 écoles sont occupées par l'armée et la police affectant 3 875 enfants. Il est aussi fait état de 45 allégations d'écoles attaquées affectant 10 743 enfants. Par ailleurs, deux « espaces amis d'enfants » sont occupés et cinq autres ont été attaqués dans les zones de santé de Linga, Jiba, Rethy, Fataki et Drodoro.

Durant le mois d'octobre, 963 incidents de protection ont été rapportés, soit 257 incidents de plus par rapport au mois de septembre. Cette hausse s'explique par la poursuite des opérations militaires et les activités des groupes armés. Le territoire de Djugu reste encore le plus affecté avec 348 incidents sur 963 (36,13%), suivi du Territoire d'Irumu avec 310 incidents, territoire de Mambasa en troisième position avec 226 incidents. Toutes ces violations perturbent l'environnement protecteur des civils et rendent leur vie difficile en plus des difficultés qu'ils éprouvent à accéder aux services sociaux de base. Les auteurs présumés de ces violations sont en grande partie des membres des forces armées et de sécurité congolaise, ensuite la population civile, les hommes armés non identifiés.

REPONSE HUMANITAIRE

Multisectoriel

Répondant au besoin criant d'appui agricole dans la Zone de santé d'Angumu (Territoire de Mahagi), l'Organisation des Nations pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) a démarré la distribution de 1 300 kits agricoles la semaine dernière dans la chefferie de Mokambo. Une évaluation multisectorielle effectuée par la FAO, les ONG ADRA,

COOPI et le Programme de Promotion des Soins de Santé Primaires, du 22 au 27 octobre dans la Zone de santé d'Angumu (Territoire de Mahagi), a fait état de nombreux besoins à couvrir. Ces besoins, notamment en nutrition, santé, articles ménagers essentiels, eau, hygiène et assainissement, ont été identifiés dans les sites des déplacés où près de 50 000 déplacés victimes des épisodes de violences survenues dans le Territoire de Djugu en juin dernier y vivent.

Via un financement de l'USAID, l'ONG Mercy Corps a lancé le mois dernier les travaux de réhabilitation du réseau d'adduction de Drodro en Territoire de Djugu. Cette réhabilitation facilitera l'accès à l'eau potable aux déplacés du site de la paroisse de Drodro (estimés à environ 16 800 personnes) et aux malades du centre de santé et de l'hôpital général de Drodro. Mercy Corps planifie aussi l'installation des bornes fontaines pour les familles d'accueil. La réhabilitation intervient à la suite d'une rupture d'eau à Drodro qui remonte à septembre 2018. C'est à la faveur d'une récente évaluation en articles ménagers essentiels que le besoin en eau avait été ressorti à nouveau. Les populations effectuaient de longues distances pour s'approvisionner dans les ruisseaux et autres points d'eau s'exposant notamment aux maladies hydriques et multiples incidents dans un contexte d'insécurité dans la zone.

CHIFFRES CLES

2 236 508

Personnes sont en phases 3 et 4 d'insécurité alimentaire en Ituri dont le nombre d'habitants est estimé à 5 058 661 (Source : IPC 17)

7 000

Cas de fistule enregistrés en Ituri attendent, depuis 2017, une prise en charge médicale (Source : DPS)

9

Des 36 zones de santé de l'Ituri sont touchées par la Maladie à Virus Ebola (Source : DPS)

496

Cas confirmés de la Maladie à Virus Ebola dont **243** décès enregistrés en Ituri au 12 novembre 2019. (Source : DPS)

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Nadège Mbairoua Nodji, Humanitarian Affairs Officer, en appui à OCHA-Bunia, mbairoua@un.org Tél : +243 81 706 13 43

Serge le Grand Mabaluka, Reporting assistant OCHA-Bunia, mabaluka@un.org, Tél : +243 81 706 13 10

Yvon Edoumou, Chargé de l'information publique et du plaidoyer OCHA-RDC, edoumou@un.org, Tél : +243 81 988 91 48

Toute l'information humanitaire sur la RDC est en ligne sur www.humanitarianresponse.info; www.unocha.org; www.reliefweb.int
Suivez-nous sur nos pages Facebook, Twitter et Instagram